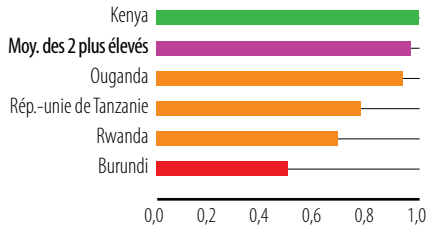
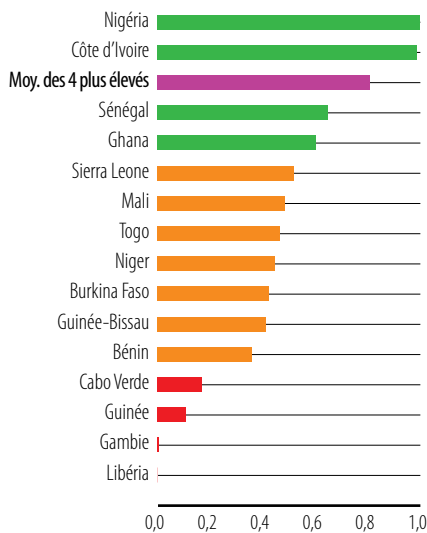


Dimension 1 : Intégration commerciale

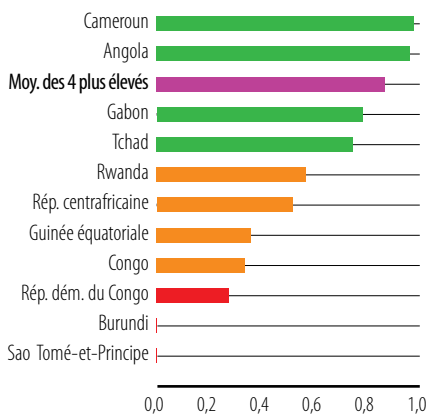
CAE : scores par pays en intégration commerciale



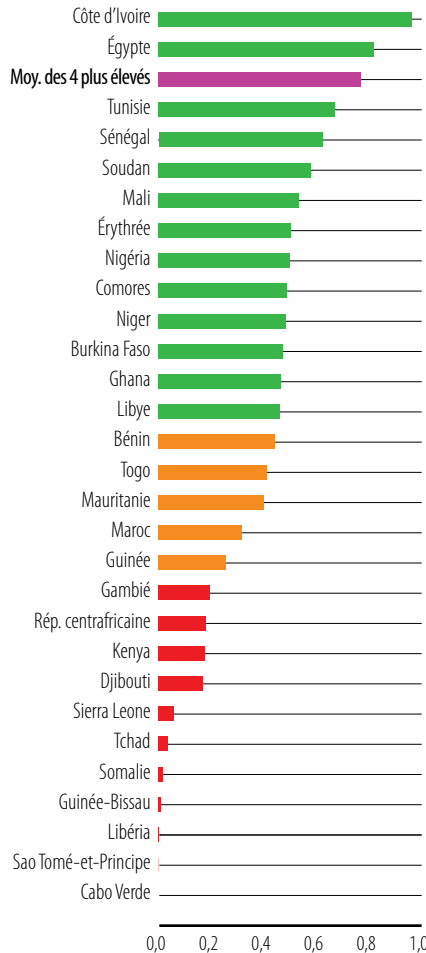
CEDEAO : scores par pays en intégration commerciale



CEEAC : scores par pays en intégration commerciale



CEN-SAD : scores par pays en intégration commerciale



- Pays de performance élevée – le score est plus élevé que la moyenne des pays
- Pays de performance moyenne – le score est dans la moyenne des pays
- Pays de performance faible – le score est inférieur à la moyenne des pays
- Moyenne des pays les plus performants dans la CER

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).
 - Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %
 * Données complètes non disponibles pour le calcul.

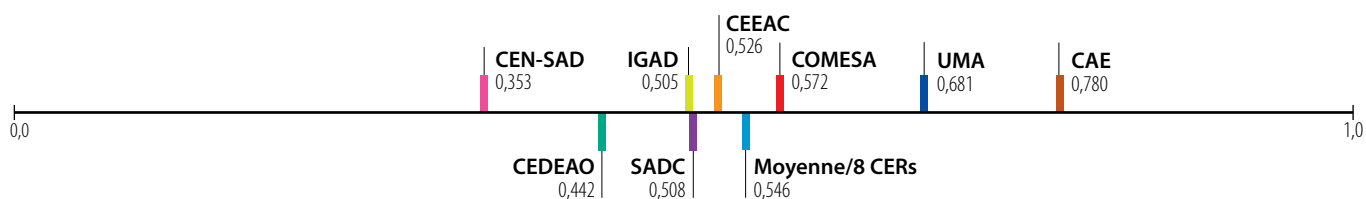
Dimension comptant quatre indicateurs :

- Niveau des droits de douane sur les importations
- Part des exportations de produits infrarégionaux (en pourcentage du PIB)
- Part des importations de produits infrarégionaux (en pourcentage du PIB)
- Part de la totalité des échanges de produits infrarégionaux (en pourcentage de la totalité des échanges intra-CER)

La possibilité de faire circuler plus librement des produits à travers le continent a une grande importance pour l'intégration régionale. Lorsque les flux commerciaux sont plus rapides et plus économiques, l'activité et les consommateurs au sein des régions en bénéficient. Le commerce influe sur les moyens d'existence et les revenus des populations et contribue à l'accélération du développement de l'Afrique.

Les liens commerciaux entre l'Afrique et le monde peuvent être plus directs et efficaces que les échanges entre régions limitrophes en raison d'un manque d'infrastructures ou de coûts d'immobilisation et de barrières non tarifaires. La facilitation du commerce de l'Afrique s'inscrit dans la décision de l'Union africaine de favoriser le commerce intra-africain et dans l'accord de l'OMC de facilitation des échanges qui, dans le programme, donne la priorité aux infrastructures immatérielles, des systèmes douaniers informatisés aux postes frontières uniques. Ceci peut d'ores et déjà contribuer à établir une réelle différence pour les négociants infrarégionaux en fluidifiant le passage des files de camions aux frontières pour inciter les commerçants transfrontaliers informels à passer par les filières officielles.

Comparaison des scores moyens par CER en intégration commerciale



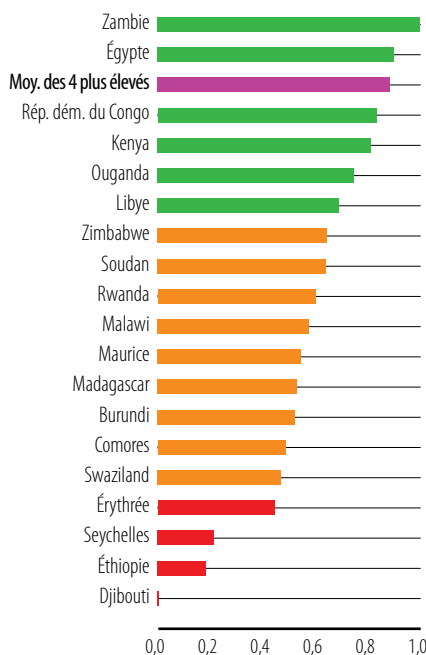
Observations

- La CAE est la CER dont les performances en termes d'intégration commerciale sont les plus élevées.
- L'intégration commerciale présente le score général le plus élevé sur l'ensemble des CER avec une moyenne de 0,546.
- Les huit CER comptent au total 35 pays affichant des performances élevées en matière d'intégration commerciale.⁵

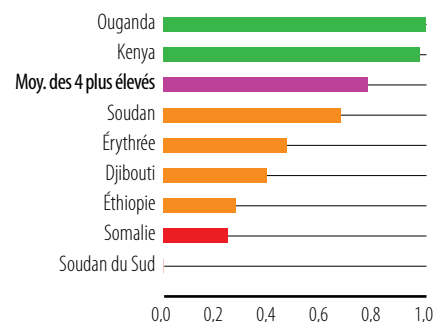
Les négociations sur la zone de libre-échange continentale visent à une intégration totale du commerce à travers l'Afrique. La zone de libre-échange tripartite (constituée de la COMESA, de la CAE et de la SADC) progresse vers cet ambitieux objectif. Les priorités stratégiques consistent entre autres à assurer la liaison des opérations douanières, à libéraliser toutes les lignes tarifaires et à faire en sorte de simplifier la réduction des obstacles non tarifaires.

Une meilleure interconnexion du commerce signifie un accès à des marchés plus vastes pour les nombreux petits pays de l'Afrique, un approvisionnement régional des centres régionaux qui peuvent alors appuyer leur croissance sur les importations. Autant d'éléments qui contribuent à faire de l'intégration du commerce un élément clé du processus d'intégration globale du continent.

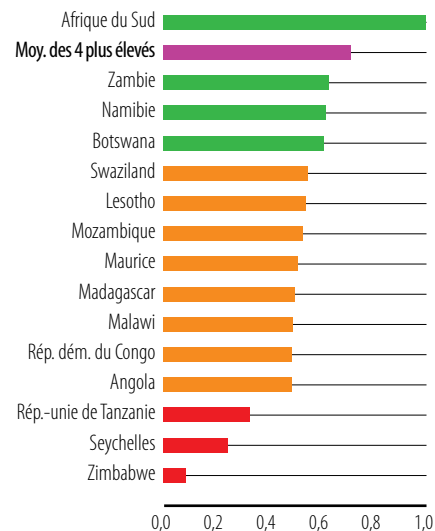
COMESA : scores par pays en intégration commerciale



IGAD : scores par pays en intégration commerciale



SADC : scores par pays en intégration commerciale

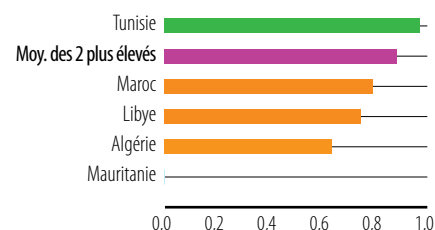


Observations

- Pays affichant des performances élevées en termes d'intégration commerciale dans une CER donnée, mais n'affichant pas de bons scores en termes d'intégration régionale globale dans cette CER :

- CEN-SAD (Égypte, Soudan, Érythrée, Nigéria, Comores, Ghana, Libye)
- COMESA (République démocratique du Congo, Libye)
- CEEAC (Angola, Tchad)
- CEDEAO (Nigéria, Ghana)
- UMA (Tunisie)

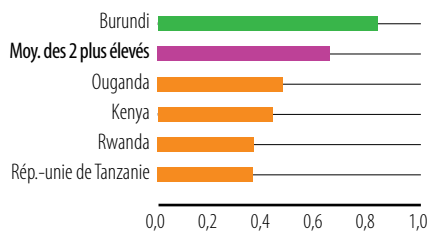
UMA : scores par pays en intégration commerciale



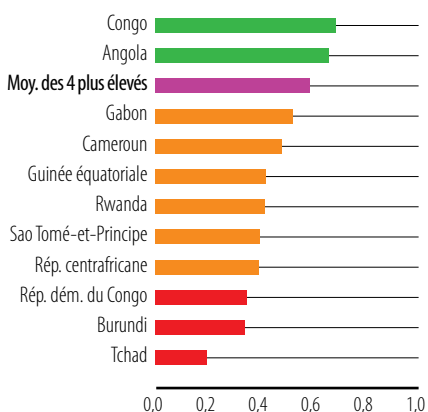
5. Certains pays apparaissent à deux reprises dans cette liste, du fait qu'ils sont « profondément intégrés » dans plus d'une CER.

Dimension 2 : Infrastructures régionales

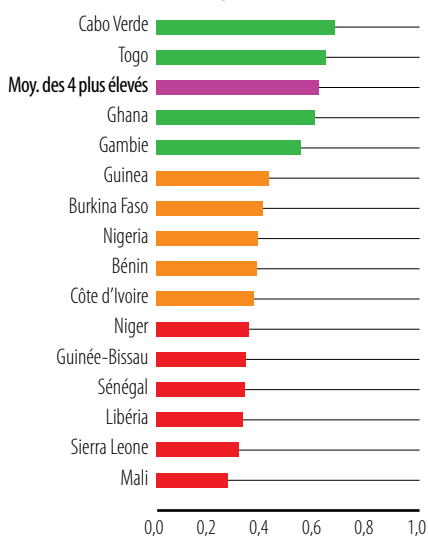
CAE : scores par pays en infrastructures régionales



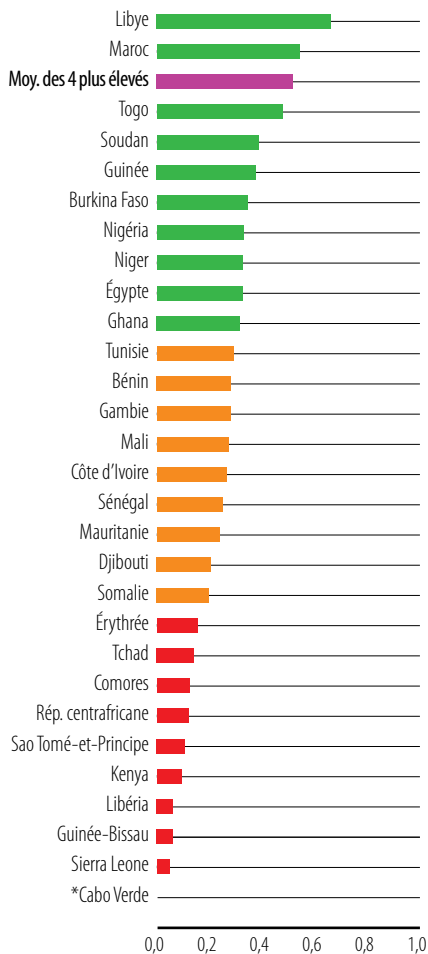
CEEAC : scores par pays en infrastructures régionales



CEDEAO : scores par pays en infrastructures régionales



CEN-SAD : scores par pays en infrastructures régionales



- Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
- Pays de performance moyenne - le score est dans la moyenne des pays
- Pays de performance faible - le score est inférieur à la moyenne des pays
- Moyenne des pays les plus performants dans la CER

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).
 - Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %
 * Données complètes non disponibles pour le calcul.

Dimension comptant quatre indicateurs :

- Indice de développement des infrastructures : transport, électricité, TIC, eau et assainissement
- Proportion de vols intrarégionaux
- Commerce régional de l'électricité total (net) par habitant
- Coût moyen de l'itinérance

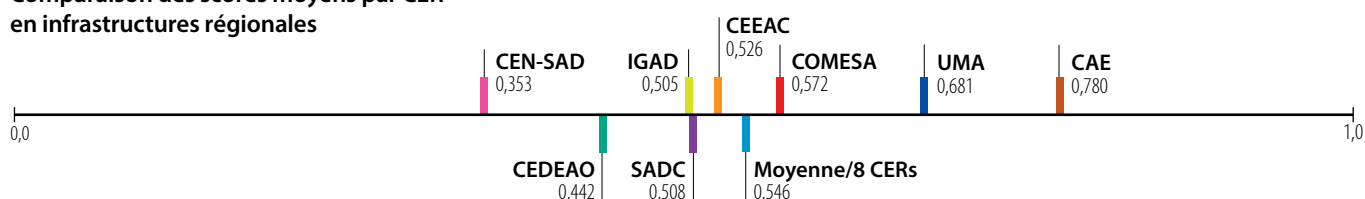
Le développement des infrastructures à travers le continent est la partie la plus visible de l'intégration régionale. Il inclut la construction d'autoroutes transfrontalières, des vols transportant des passagers d'une capitale à une autre et davantage de personnes disposant d'un téléphone mobile en milieu urbain et rural.

Observations

- L'IGAD est la CER qui affiche les meilleures performances en termes d'infrastructures régionales.
- Les infrastructures régionales présentent des scores moyens au niveau des CER (0,461) très proches des scores moyens des CER pour l'intégration régionale globale (0,470).
- On totalise 30 pays affichant des performances élevées parmi les huit CER dans le domaine des infrastructures régionales.⁶

6. Certains pays apparaissent à deux reprises dans cette liste, du fait qu'ils sont « profondément intégrés » dans plus d'un CER.

Comparaison des scores moyens par CER en infrastructures régionales

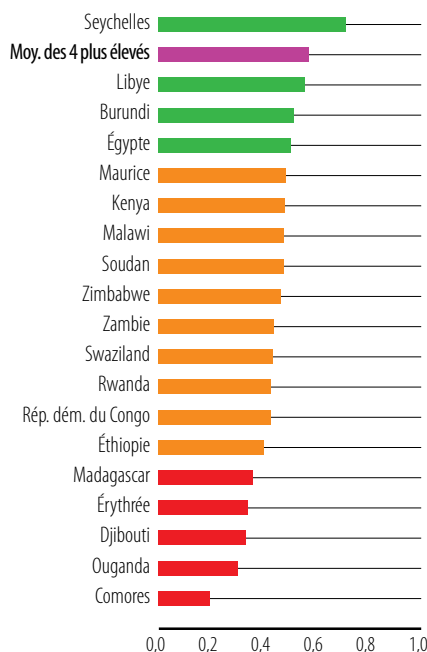


Les innombrables connexions par routes, voies aériennes ou via les télécommunications (en progression), ont un impact important sur les efforts d'intégration de l'Afrique, car elles ouvrent de nouveaux horizons et offrent de nouvelles réalités concrètes sur le terrain. Lorsque les infrastructures régionales s'améliorent, les coûts d'exploitation diminuent, les couloirs de transport accélérant les échanges transfrontaliers de marchandises et davantage de clients ayant accès à différents services grâce au développement de l'itinérance de la téléphonie mobile.

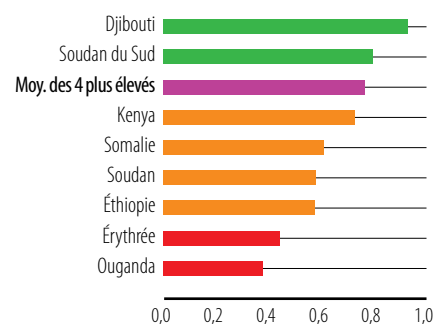
Un projet phare de l'Agenda 2063 consiste à relier des capitales et des centres commerciaux de l'Afrique grâce à une liaison ferroviaire à grande vitesse. Entre-temps, des programmes tels que le PIDA (Programme pour le développement des infrastructures en Afrique) aident les régions à mettre en chantier des projets d'infrastructures. Les coûts des technologies de l'information sont aussi actuellement en baisse et il serait prévu de connecter le continent à l'Internet par satellite.

Les centres régionaux, tout comme les petits pays ou les pays enclavés, ont beaucoup à gagner à promouvoir les infrastructures pour stimuler leur croissance économique. Partenaires traditionnels ou nouveaux partenaires de financement continuent d'investir dans les infrastructures de l'Afrique au niveau régional. Pour répondre aux besoins énergétiques du continent et bâtir des réseaux de premier plan, les régions et les pays doivent encourager une plus forte adhésion et impliquer le secteur privé. Pour progresser, il sera nécessaire de se focaliser sur des opportunités de croissance respectueuses de l'environnement appuyant les communautés et la prochaine génération africaine.

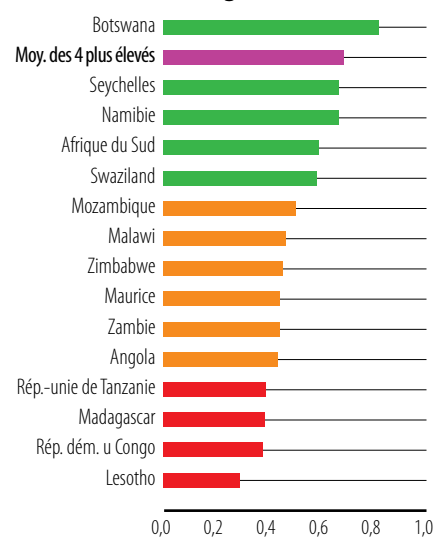
COMESA : scores par pays en infrastructures régionales



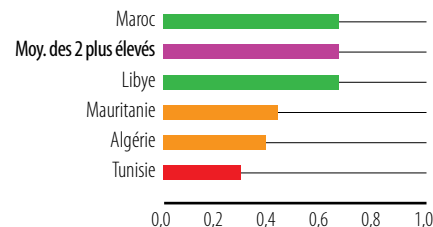
IGAD : scores par pays en infrastructures régionales



SADC : scores par pays en infrastructures régionales



UMA : scores par pays en infrastructures régionales



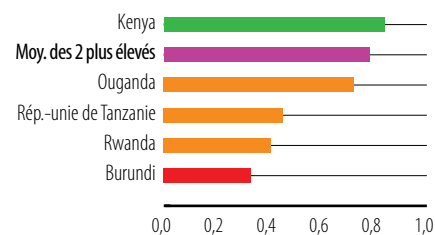
Observations

■ Pays à performances élevées en termes d'infrastructures régionales dans une CER donnée, mais n'affichant pas de bons scores en termes d'intégration régionale globale :

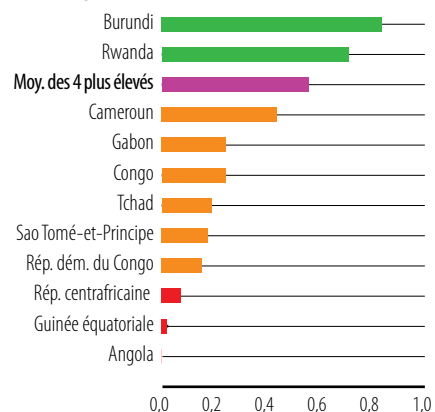
- CEN-SAD (Libye, Soudan, Guinée, Nigéria, Égypte, Ghana)
- COMESA (Libye, Burundi)
- CAE (Burundi)
- CEEAC (Congo, Angola)
- CEDEAO (Cabo Verde, Ghana, Gambie)
- IGAD (Djibouti, Soudan du Sud)
- SADC (Seychelles)
- UMA (Libye)

Dimension 3 : Intégration productive

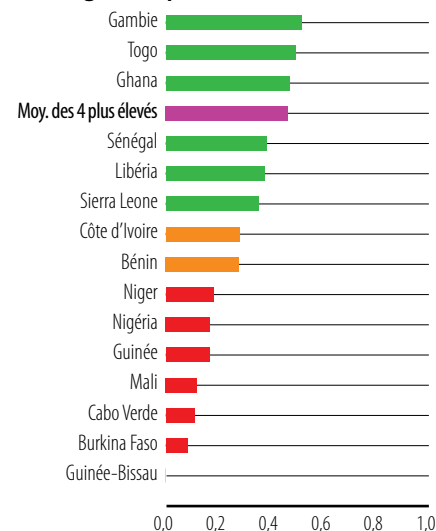
CAE : scores par pays en intégration productive



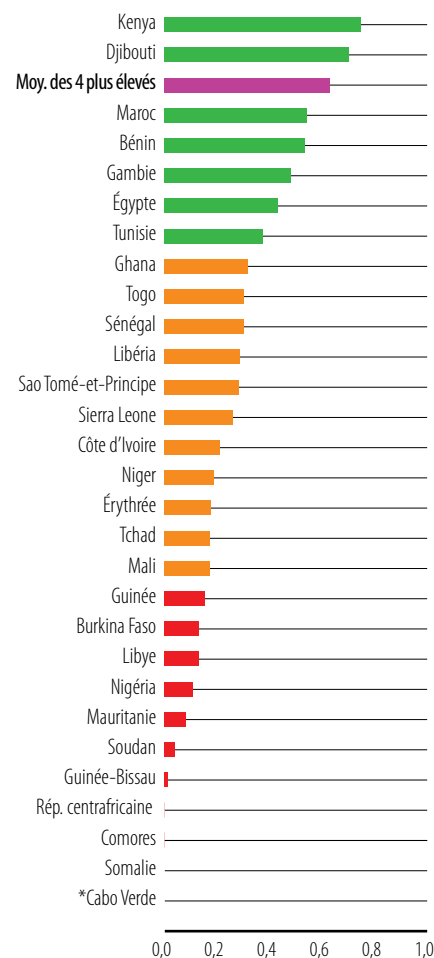
CEEAC : scores par pays en intégration productive



CEDEAO : scores par pays en intégration productive



CEN-SAD : scores par pays en intégration productive



- Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
- Pays de performance moyenne - le score est dans la moyenne des pays
- Pays de performance faible - le score est inférieur à la moyenne des pays
- Moyenne des pays les plus performants dans la CER

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).

- Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %

* Données complètes non disponibles pour le calcul.

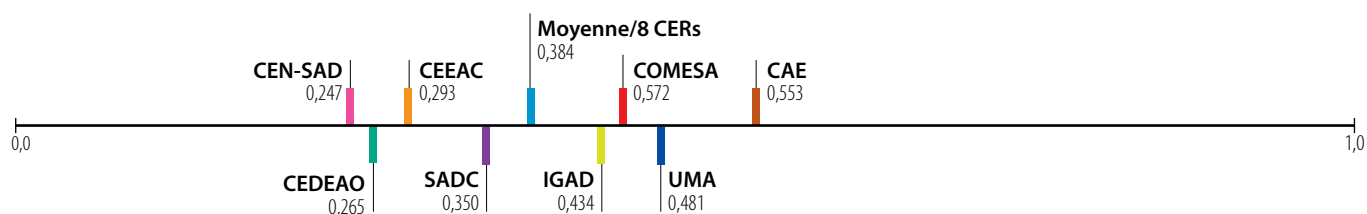
Dimension comptant trois indicateurs :

- Part des exportations infrarégionales des biens intermédiaires (en % de la totalité des biens à l'exportation infrarégionale)
- Part des importations infrarégionales des biens intermédiaires (en % de la totalité des biens à l'importation infrarégionale)
- Indice de complémentarité du commerce de marchandises : valeur absolue totale de la différence entre la part des importations et la part des exportations d'un État membre dans une CER

Lorsque le pouvoir d'achat des consommateurs augmente, les biens intermédiaires utilisés par une entreprise pour la production de produits finis ou de services prennent de l'importance sur le marché intérieure africain. Cet état de fait est lié à l'industrialisation, qui constitue un objectif clé du Programme minimum d'intégration de l'Union africaine. L'instauration de pôles industriels va de pair avec d'une part un accès aux couloirs de commerce régionaux, qui permettent le transport des marchandises, et d'autre part avec la promotion d'une augmentation de la fourniture au niveau régional de l'électricité pour alimenter les systèmes de production.

L'amélioration de la production au profit du continent dans différents secteurs, en faisant partie des chaînes de valeur régionales et internationales, figurera au cœur du modèle de réussite économique de l'Afrique. Que ce soit dans les domaines de l'agriculture ou de la production industrielle, les régions doivent mobiliser leur potentiel productif, injecter des investissements, éliminer les goulets d'étranglement et renforcer la compétitivité des différents secteurs.

Comparaison des scores moyens par CER en intégration productive



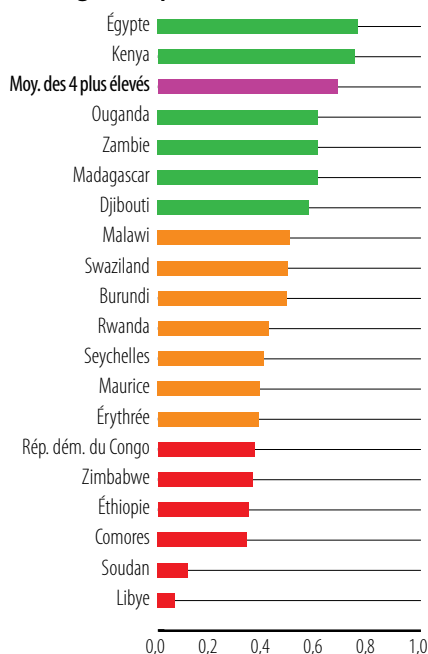
Observations

- La CAE est la CER affichant les meilleures performances en termes d'intégration productive.
- Les huit CER comptent au total 30 pays affichant des performances élevées en matière d'intégration productive.

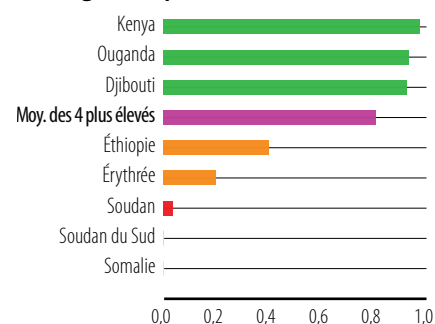
L'intégration productive est primordiale pour la création d'une base économique plus résistante aux chocs et plus diversifiée, mais également pour la construction d'une main-d'œuvre régionale plus compétente qui apporte une valeur ajoutée aux biens et services, tout en accroissant les revenus des populations sur place. Ceci inclut des opportunités dans l'exploitation minière et le secteur manufacturier qui aujourd'hui prennent de nouvelles orientations au bénéfice de l'Afrique.

Les priorités pour le continent et les régions, depuis les centres régionaux jusqu'aux pays enclavés les moins avancés, consisteront à s'affranchir d'une production à faible valeur et à résoudre la question des barrières non tarifaires afin d'accélérer les opérations commerciales et d'en réduire les coûts. Ainsi, en des temps de fluctuation des prix des matières premières et de menace de crises financières, le « made in Africa » deviendra partie prenante de la solution.

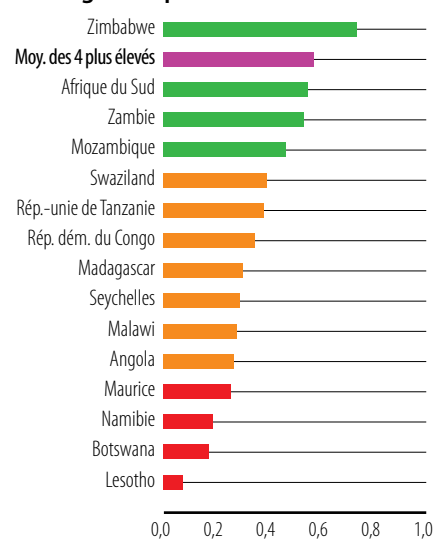
COMESA : scores par pays en intégration productive



IGAD : scores par pays en intégration productive



SADC : scores par pays en intégration productive

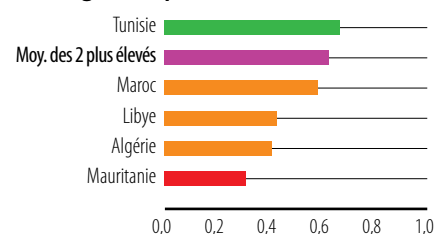


Observations

- Pays affichant des performances élevées en termes d'intégration productive dans une CER donnée, mais n'affichant pas de bons scores en termes d'intégration régionale globale :

- CEN-SAD (Kenya, Djibouti, Gambie, Égypte)
- COMESA (Madagascar, Djibouti)
- CEEAC (Burundi, Rwanda)
- CEDEAO (Gambie, Ghana, Libéria, Sierra Leone)
- IGAD (Djibouti)
- SADC (Zimbabwe, Mozambique)
- UMA (Tunisie)

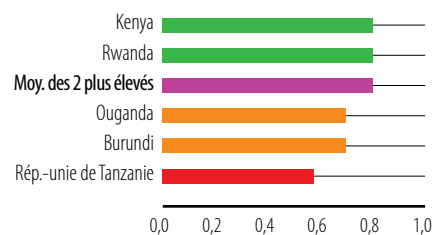
UMA : scores par pays en intégration productive



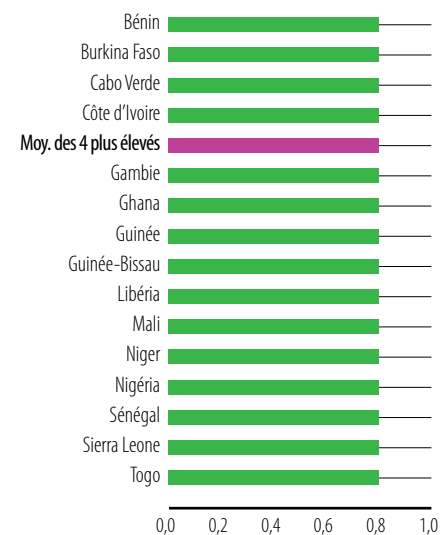
7. Certains pays apparaissent à deux reprises dans cette liste, du fait qu'ils sont « profondément intégrés » dans plus d'une CER.

Dimension 4 : Libre circulation des personnes

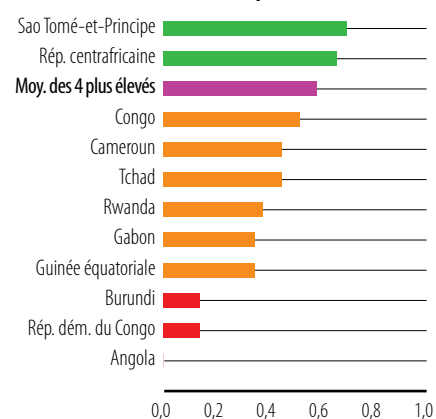
CAE : scores par pays en libre circulation des personnes



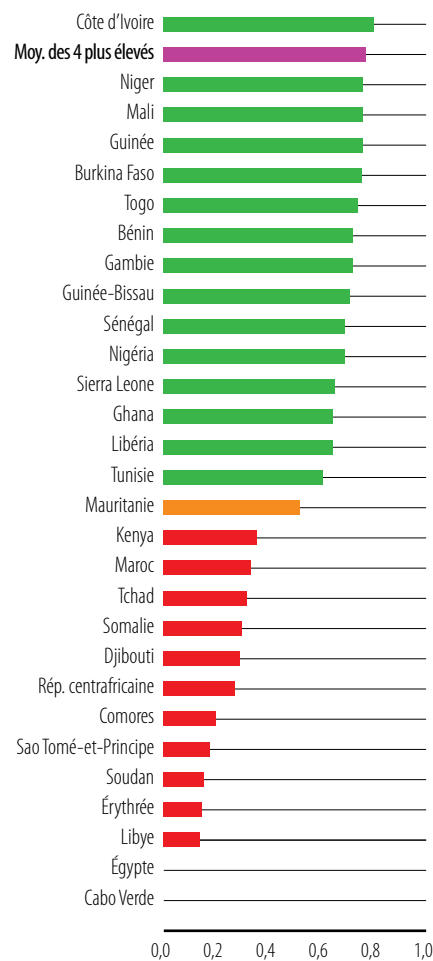
CEDEAO : scores par pays en libre circulation des personnes



CEEAC : scores par pays en libre circulation des personnes



CEN-SAD : scores par pays en libre circulation des personnes



- Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
- Pays de performance moyenne - le score est dans la moyenne des pays
- Pays de performance faible - le score est inférieur à la moyenne des pays
- Moyenne des pays les plus performants dans la CER

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).
- Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %

* Données complètes non disponibles pour le calcul.

Dimension comptant quatre indicateurs :

- Ratification (ou non) de protocoles applicables aux CER sur la libre circulation des personnes
- Proportion de pays membres des CER dont les ressortissants n'ont pas besoin de visa d'entrée
- Proportion de pays membres des CER dont les ressortissants reçoivent un visa à leur arrivée

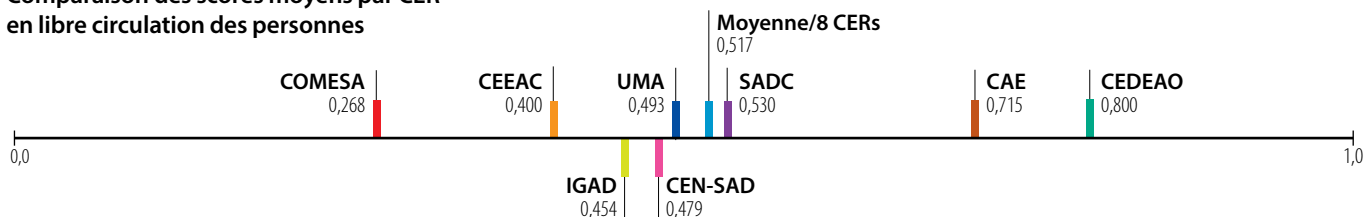
L'accès à la libre circulation à travers l'Afrique représente un puissant stimulant pour la croissance économique et le développement des compétences. Lorsque les personnes peuvent voyager facilement pour leur profession, le tourisme ou l'éducation, chacun en bénéficie, que ce soit le pays ouvrant ses frontières ou celui dont les ressortissants voyagent, comme on a pu le constater ces dernières années dans la croissance des transferts de fonds.

Observations

- La CEDEAO est la CER affichant les meilleures performances en termes de libre circulation des personnes.
- La CEDEAO affiche le meilleur score des CER pour toutes les dimensions. Tous les pays de la CEDEAO affichent un score de 0,8, ayant appliqué le protocole de libre circulation des personnes permettant aux citoyens de la CEDEAO de voyager dans tous les pays membres sans visa.
- Les huit CER comptent au total 53 pays affichant des performances élevées en matière de libre circulation des personnes.⁸

8. Certains pays apparaissent à deux reprises dans cette liste, du fait qu'ils sont « profondément intégrés » dans plus d'un CER.

Comparaison des scores moyens par CER en libre circulation des personnes

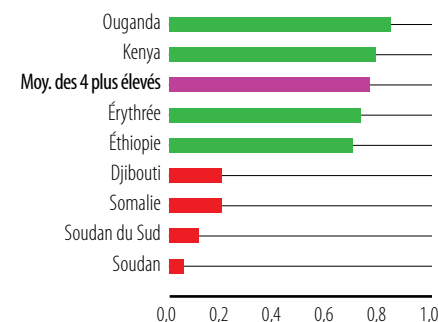


Les mouvements transfrontaliers favorisent la mobilité des compétences et la compétitivité. Les lacunes en matières de compétences peuvent être comblées et les idées échangées en faveur du développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation au-delà des frontières. La libre circulation des personnes a un impact rapide et propice sur le développement des pays, des régions et de l'ensemble du continent. Des restrictions moins lourdes sur les visas ou les permis de travail engrangent, des gains en termes de ressources et de temps, favorisant la compétitivité des entreprises et des économies.

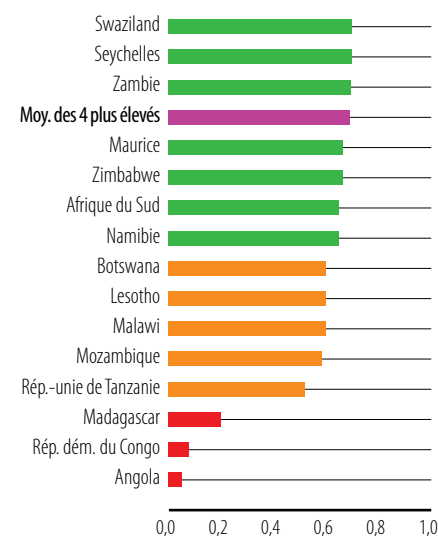
Des premiers progrès vers la réalisation d'une Afrique sans frontières ont été accomplis, mais des lacunes subsistent encore. Cette idée constitue le fondement du processus d'intégration du continent. Le dialogue politique se poursuit afin que la réalité des Africains voyageant à travers le continent, avec ou sans visa ou sur la base de l'obtention d'un visa à destination, soit à la hauteur de ces ambitions.

À l'avenir, les pays et les régions doivent encourager une réciprocité positive en appliquant le traitement dont ils bénéficient de la part des pays plus ouverts en termes d'octroi de visas, et envisager la délivrance des visas à l'arrivée ou par bloc régional. Les dirigeants et les législateurs doivent œuvrer pour que tout Africain puisse disposer d'un passeport numérisé pouvant être scanné lors des contrôles de l'immigration à l'échelle du continent.

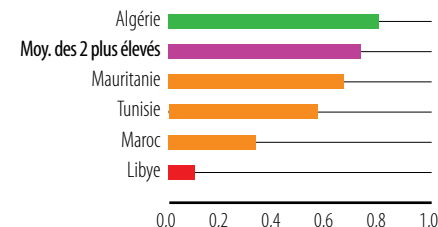
IGAD : scores par pays en libre circulation des personnes



SADC : scores par pays en libre circulation des personnes



UMA : scores par pays en libre circulation des personnes

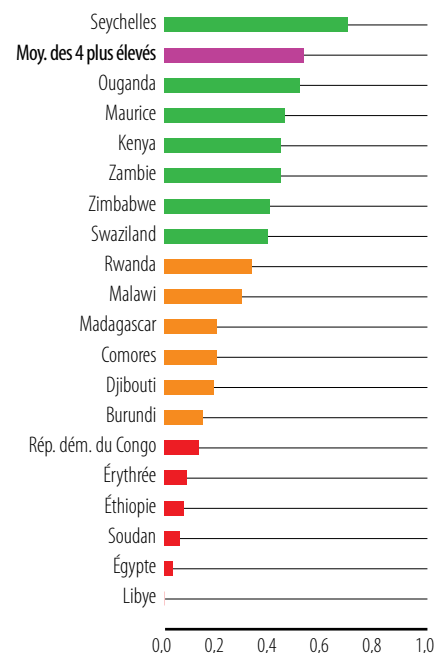


Observations

■ Pays affichant des performances élevées en termes de libre circulation des personnes dans une CER, mais n'affichant pas de bons scores en termes d'intégration régionale globale :

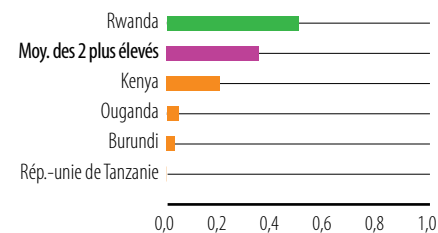
- CEN-SAD (Guinée, Gambie, Guinée-Bissau, Nigéria, Sierra Leone, Ghana, Libéria)
- COMESA (Zimbabwe, Swaziland)
- CAE (Rwanda)
- CEEAC (Sao Tomé-et-Principe, République centrafricaine)
- CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sierra Leone)
- IGAD (Érythrée, Éthiopie)
- SADC (Seychelles, Maurice, Zimbabwe)
- UMA (Algérie)

COMESA : scores par pays en libre circulation des personnes

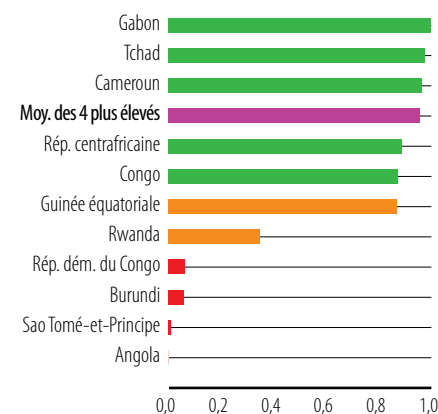


Dimension 5 : Intégration financière et macroéconomique

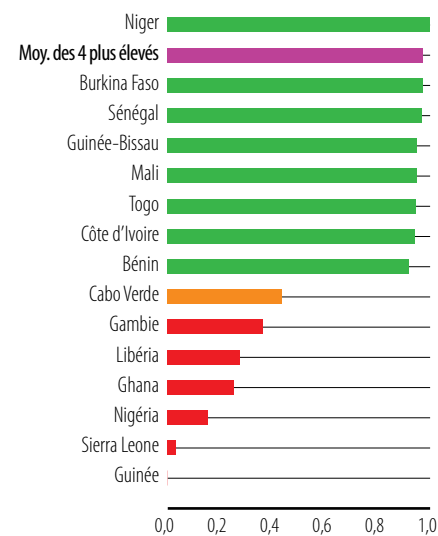
CAE : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



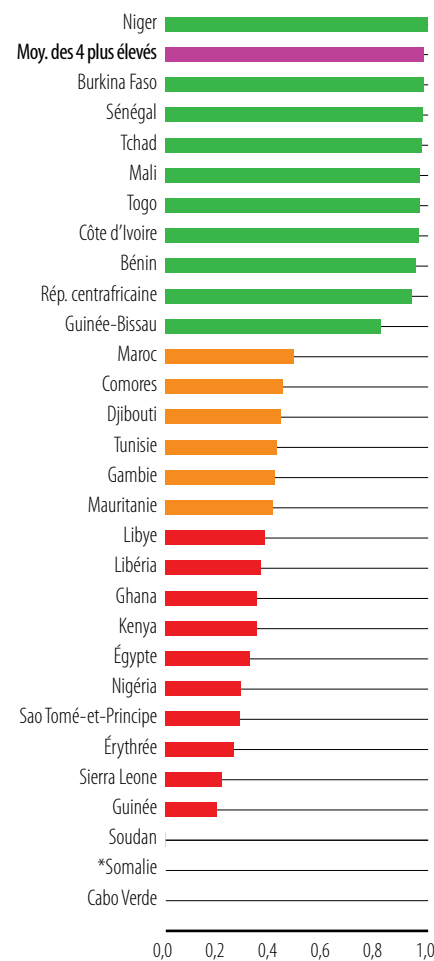
CEEAC : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



CEDEAO : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



CEN-SAD : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



■ Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
 ■ Pays de performance moyenne - le score est dans la moyenne des pays
 ■ Pays de performance faible - le score est inférieur à la moyenne des pays
 ■ Moyenne des pays les plus performants dans la CER

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).
 - Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %
 * Données complètes non disponibles pour le calcul.

Dimension comptant deux indicateurs :

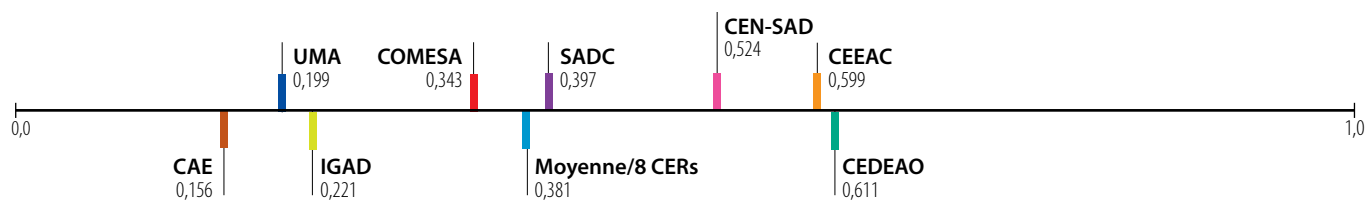
- La convertibilité régionale des monnaies nationales
- L'écart des taux d'inflation (basé sur l'indice harmonisé des prix à la consommation)

Lorsque les capitaux circulent plus librement à travers l'Afrique, les investissements augmentent et les financements sont alloués là où ils peuvent engendrer les résultats les plus productifs. En outre, les investisseurs du continent perçoivent un meilleur retour sur investissement. Réciproquement, lorsque les coûts de transaction baissent et que les institutions financières travaillent plus efficacement, les sociétés, les micro, petites et moyennes entreprises et les startups en bénéficient.

Observations

- Pays dont les performances sont élevées en termes d'intégration financière et macroéconomique mais qui n'affichent pas de bons scores en terme d'intégration régionale globale :
 - CEN-SAD (Tchad, République centrafricaine, Guinée-Bissau)
 - COMESA (Comores, Djibouti, Rwanda, Lybie)
 - CAE (Rwanda)
 - CEEAC (République centrafricaine, Tchad, Congo)
 - CEDEAO (Niger, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Mali, Bénin)
 - IGAD (Djibouti)

Comparaison des scores moyens par CER en intégration financière et macroéconomique

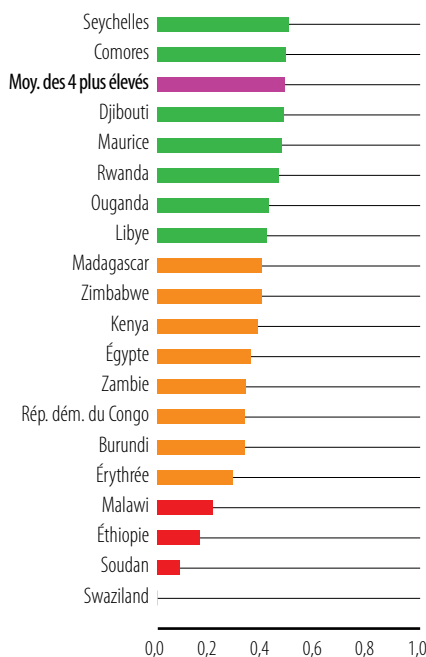


L'intégration financière a facilité le transfert des connaissances et des technologies ainsi que l'innovation. Qu'il s'agisse de poids lourds économiques du continent ou d'acteurs de moindre envergure, tous peuvent contribuer à fluidifier les flux financiers transfrontaliers et à en accroître l'ampleur. Les nations insulaires et les pays enclavés tournés vers l'avenir ont d'ores et déjà ouvert la voie dans le domaine des services financiers.

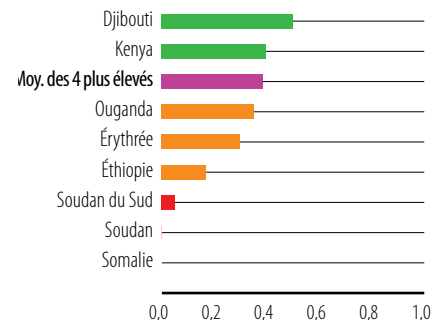
Le Traité d'Abuja définit la voie de l'intégration du continent et inscrit l'union monétaire en tant que priorité absolue. Cependant, de nombreuses communautés économiques régionales n'ont pas rendu leurs devises convertibles et la coordination de la convergence macroéconomique nécessite un nouvel élan. Comme l'a montré la crise financière mondiale, être dépendant des flux de capitaux comporte des risques. L'augmentation de la masse des données, des informations mais aussi de la transparence renforce la confiance entre autorités nationales et institutions financières, tout comme l'amélioration des cadres, des garanties et de la surveillance réglementaires.

Un ensemble d'actions dans ce domaine peut faire toute la différence, notamment la promotion des transactions bancaires transfrontalières, de plus en plus en dehors des centres financiers régionaux ; la standardisation des paiements régionaux ; la mise en place de directives fiscales multilatérales ; et le rapprochement des politiques en matière d'inflation, de finances publiques et de stabilité des taux de change. En contrepartie, le continent bénéficiera d'une meilleure visibilité quant au développement du commerce et à la vigueur des investissements transfrontaliers, offrant des perspectives optimistes quant à l'avenir financier de l'Afrique.

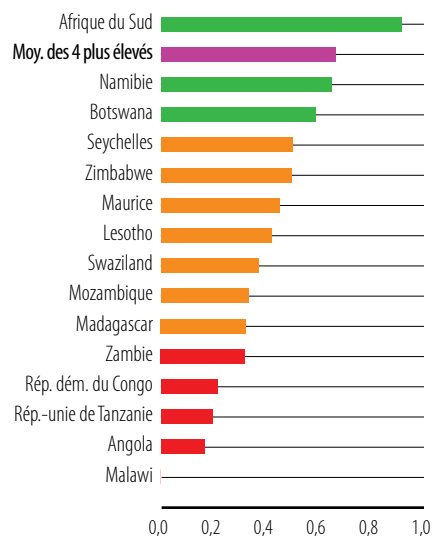
COMESA : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



IGAD : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



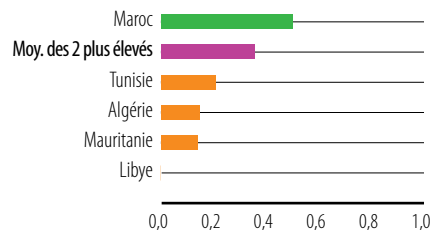
SADC : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



Observations

- La CEDEAO est la CER qui détient les meilleures performances en termes d'intégration financière et macroéconomique.
- L'intégration financière et macroéconomique obtient le score général le plus faible parmi les CER avec une moyenne de 0,381.
- Les huit CER comptent au total 37 pays affichant des performances élevées en matière d'intégration financière et macroéconomique.⁹

UMA : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



9. Certains pays apparaissent à deux reprises dans cette liste, du fait qu'ils sont « profondément intégrés » dans plus d'un CER.